

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Jeudi 09 Avril 2026



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

LEJECOS. COMMUNIQUE DU CONSEIL DES MINISTRES DU 8 AVRIL 2026

Le Conseil des Ministres s'est tenu le mercredi 08 avril 2026, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Bassirou Diomaye Diakhar FAYE, Président de la République.

En introduction, le Chef de l'Etat réitère, dans le contexte des célébrations de la fête de Pâques, son message de félicitations et de solidarité, à l'endroit de la Communauté chrétienne (...).

Le Président de la République rappelle que le Sénégal a célébré, le 04 avril 2026, dans la communion et la fierté collective, le 66ème anniversaire de son accession à la souveraineté internationale. Il salue le succès retentissant des célébrations sur l'étendue du territoire national, marqué par la délocalisation, à Thiès, de la prise d'armes et du Grand défilé national sous sa présidence, en présence de son homologue de la République gabonaise, le Président Brice Clotaire Oligui NGUEMA, invité d'honneur de la manifestation. Il remercie et félicite les populations de la Région de Thiès, les autorités administratives et l'ensemble des maires et élus locaux, pour leur accueil chaleureux et leur mobilisation remarquable, ayant permis la réussite de cet événement exceptionnel de l'agenda républicain.

https://www.lejecos.com/COMMUNIQUE-DU-CONSEIL-DES-MINISTRES-DU-8-AVRIL-2026_a30647.html

LEJECOS. Autoroutes au Sénégal : Accélération des travaux et nouvelle stratégie de régulation

Le Président de la République a réaffirmé, en conseil des ministres ce mercredi, 8 avril, le rôle stratégique des autoroutes dans le développement économique et territorial du Sénégal. Dans sa communication, il a souligné que la réalisation et l'exploitation de ces infrastructures contribuent significativement au désenclavement des zones de production, à l'amélioration de l'aménagement du territoire, ainsi qu'à la fluidité de la mobilité urbaine et interurbaine. Dans cette dynamique, le chef de l'Etat s'est félicité de l'état d'avancement des travaux de l'autoroute Mbour-Fatick-Kaolack, actuellement exécutés à hauteur de 92%. Il a, à cet effet, instruit le ministre en charge des Infrastructures de prendre toutes les dispositions nécessaires pour la mise en service des sections entièrement achevées, notamment le tronçon Mbour-Thiadiaye, considéré comme prioritaire. Par ailleurs, le Président a insisté sur la nécessité d'accélérer les travaux sur le segment Thiadiaye-Kaolack, ainsi que sur le projet d'autoroute Dakar-Tivaouane-Saint-Louis. Ces axes sont jugés essentiels pour renforcer la connectivité nationale et soutenir la croissance économique dans plusieurs régions du pays.

https://www.lejecos.com/Autoroutes-au-Senegal-Acceleration-des-travaux-et-nouvelle-strategie-de-regulation_a30649.html

APA NEWS. Sénégal : Faye insiste sur le dialogue avec les transporteurs



Lors du Conseil des ministres tenu mercredi, le président de la République, Bassirou Diomaye Faye, a souligné l'urgence de renforcer le dialogue social entre l'État et les transporteurs routiers, en grève depuis le 1^{er} avril 2026. Selon le communiqué du Conseil des ministres, le chef de l'État a insisté sur la nécessité de cultiver l'écoute, le dialogue et le sens des responsabilités, tout en respectant les lois et règlements. Il a regretté la « récurrence des grèves cycliques » décrétées par la Fédération des syndicats des transports routiers du Sénégal, qui perturbent la circulation des personnes et des biens et freinent les activités économiques. Bassirou Diomaye Faye a réaffirmé son attachement à la bonne gouvernance du secteur et a demandé au Premier ministre, en collaboration avec le ministre chargé des Transports terrestres et aériens, de veiller à l'application effective et inclusive des recommandations des États généraux des Transports organisés en octobre 2024.

<https://lequotidien.sn/category/economie/>

APS. Ousmane Sonko insiste sur le démarrage effectif du projet de restructuration du réseau de transport en commun de Dakar

Le Premier ministre Ousmane Sonko a appelé, lors du Conseil des ministres de ce mercredi, au démarrage effectif du projet de restructuration globale du Réseau de transport en commun de Dakar (RTC), une initiative "structurante" pour la mobilité urbaine dans la capitale. D'un coût total de 267 milliards de francs CFA, le projet de restructuration globale du RTC est une initiative structurante pour la mobilité urbaine de la capitale, a estimé le chef du gouvernement. Le Premier ministre a estimé, cependant, que la mise en œuvre dudit projet "exige une impulsion décisive pour lever les derniers obstacles". Ousmane Sonko a souligné, selon le communiqué du Conseil des ministres, les "blocages opérationnels qui freinent le démarrage effectif du projet de restructuration globale du Réseau de transport en commun de Dakar ont été identifiés",

<https://aps.sn/ousmane-sonko-insiste-sur-le-demarrage-effectif-du-projet-de-restructuration-du-reseau-de-transport-en-commun-de-dakar/>

SUD QUOTIDIEN. Réformes structurelles : Ousmane Sonko annonce la refonte de l'ENA et une nouvelle stratégie pour l'informel

Lors du Conseil des ministres d'hier, mercredi 8 avril 2026, le Premier ministre Ousmane Sonko a mis en avant plusieurs chantiers stratégiques liés à la transformation de l'administration et de l'économie sénégalaise. Dans sa communication en Conseil des ministres, hier mercredi, le Chef du gouvernement, Ousmane Sonko, a notamment présenté un projet de réforme de l'École nationale d'Administration (ENA) du Sénégal visant à « renforcer la formation des ressources humaines, hautement qualifiées, susceptibles de conduire efficacement les politiques publiques arrimées à la Vision 2050 et à préserver la crédibilité de cette institution, véritable ascenseur social et levier de cohésion nationale et de démocratisation de l'accès aux hautes fonctions de l'État », informe le communiqué du conseil. Selon lui, cette réforme doit moderniser l'institution à travers des changements juridiques, institutionnels et pédagogiques, avec l'intégration du numérique dans les enseignements, l'adaptation au système LMD (Licence, Master, Doctorat) et la création d'un institut de formation à distance.

<https://www.sudquotidien.sn/reformes-structurelles-ousmane-sonko-annonce-la-refonte-de-lena-et-une-nouvelle-strategie-pour-linformel/>



SUD QUOTIDIEN. Croissance soutenue mais fragilités persistantes : l'économie sénégalaise sous le prisme des nouvelles perspectives

Le Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération a récemment publié un rapport intitulé « Sénégal : Développements économiques récents et Perspectives », mettant en lumière une dynamique économique contrastée pour le Sénégal. Selon ce document, l'année 2025 est marquée par une accélération notable de l'activité économique, avec une croissance du produit intérieur brut (PIB) réel estimée à 6,7 %, contre 6,5 % en 2024. Cette progression repose principalement sur la forte contribution du secteur secondaire, stimulé par le démarrage de la production d'hydrocarbures, ainsi que sur la reprise du secteur agricole. Cependant, derrière ces performances globales encourageantes, des signaux d'alerte persistent. Les secteurs productifs traditionnels affichent un ralentissement préoccupant : la croissance hors agriculture et hydrocarbures est tombée à seulement 1,6 % en 2025, confirmant une tendance baissière observée depuis 2017.

<https://www.sudquotidien.sn/croissance-soutenue-mais-fragilites-persistantes-leconomie-senegalaise-sous-le-prisme-des-nouvelles-perspectives/>

LE SOLEIL. Economie : des perspectives favorables à l'horizon 2031 pour le Sénégal

Le ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération a publié, mercredi 8 avril 2026, son document sur le développement économique et les perspectives. Selon le rapport, la croissance pour l'année 2026 est désormais projetée à 2,5 %. À l'horizon 2031, cet indicateur macroéconomique devrait atteindre la barre des 6 %. Le ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération a publié, hier, mercredi 8 avril 2026, son document sur le développement économique et les perspectives. Il y est mentionné que les perspectives à moyen terme sont tributaires d'une consolidation budgétaire à finaliser à l'horizon 2027 et une hausse progressive de la croissance hors hydrocarbures, portée par le secteur privé, y est relevée grâce à une productivité accrue comparée à celle des dernières années. À moyen terme et malgré la possibilité d'une hausse plus modérée de la croissance, le Sénégal table sur le maintien du déficit budgétaire à 3 % du Pib conjugué à une stratégie d'endettement privilégiant le marché régional, qui devrait permettre de ramener le ratio de soutenabilité de la dette en dessous des seuils critiques.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/economie-des-perspectives-favorables-a-lhorizon-2031-pour-le-senegal/>

LE SOLEIL. Financement du déficit budgétaire en 2025 : hausse de 1769 milliards de FCFA du passif net de l'Etat

Afin de financer le déficit budgétaire de 1340 milliards de FCFA, l'Etat du Sénégal a accru son passif net de 1769 milliards de FCFA soit 8,4% du Produit intérieur brut (PIB). Ce que révèle le rapport publié mercredi par le ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération intitulé : « SENEGAL : Développements économiques récents et Perspectives ». L'État a acquis en 2025, des actifs financiers à hauteur de 425 milliards de FCFA 2% du PIB et a accru son passif net de 1769 milliards de FCFA (8,4% du PIB). Le but de ces mobilisations de ressources est de financer le déficit budgétaire de 1340 milliards de FCFA (6,2% du PIB) pendant la période sous revue. « Le passif net est principalement tiré par les emprunts intérieurs, y compris auprès du système bancaire, à hauteur de 285 milliards de FCFA (1,3 % du PIB), ainsi que par les emprunts



extérieurs, incluant les tirages et les financements provenant de l'UEMOA, pour 1484 milliards de FCFA (7% du PIB) », informe le rapport « SENEGAL : Développements économiques récents et Perspectives ».

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/financement-du-deficit-budgetaire-en-2025-hausse-de-1769-milliards-de-fcfa-du-passif-net-de-letat/>

LE SOLEIL. Marché des titres publics Umoa : 2225 milliards de FCFA levés par le Sénégal en 2025

Au total, l'État du Sénégal a mobilisé 2225 milliards de FCFA sur le marché des titres publics de l'Union monétaire ouest-africaine (Umoa-Titres) en 2025, contre 998 milliards de FCFA en 2024, soit une hausse de 122,8 % en glissement annuel. C'est ce qui ressort du rapport sur le « SENEGAL : Développements économiques récents et Perspectives », rendu public mercredi par le ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération. Durant l'année 2025, sur le marché régional des titres publics de l'union monétaire ouest-africaine (Umoa-Titres), les États de l'union ont fortement accru leur recours au marché domestique. Ainsi, ils ont mobilisé 11 859 milliards de FCFA, soit une hausse de 45,9% par rapport à 2024. Pour le Sénégal, le rapport intitulé : « SENEGAL : Développements économiques récents et Perspectives », rendu public par les services du ministère de l'Économie, renseigne que le Trésor public a mobilisé 2225 milliards de FCFA sur ce marché.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/marche-des-titres-publics-umoa-2225-milliards-de-fcfa-leves-par-le-senegal-en-2025/>

LEJECOS. LE CHOMAGE EXPLOSE A 23,3% : Autopsie d'une crise qui s'aggrave

Publié le 30 mars 2026 par l'ANSD, le dernier rapport sur l'emploi au quatrième trimestre 2025 révèle une dégradation brutale du marché du travail sénégalais. En un an, le taux de chômage a bondi de 3,3 points pour atteindre 23,3%, son niveau le plus élevé depuis le début des mesures trimestrielles. Décryptage d'une spirale inquiétante. Les chiffres sont alarmants : pour le quatrième trimestre de l'année 2025, le taux de chômage (élargi) au Sénégal est estimé à 23,3%. En un an, c'est une hausse de 3,3 points de pourcentage par rapport à la même période en 2024 (20,0%). Mais ce qui est encore plus préoccupant, c'est la dynamique intra-annuelle. Après 21,7% au premier trimestre 2025, le taux de chômage a chuté à 19,0% (amélioration trompeuse) au trimestre suivant. Une amélioration trompeuse car dès le troisième trimestre, le thermomètre est remonté à 19,2%. C'est au dernier trimestre 2025 que la machine s'est emballée avec un taux de chômage qui culmine à 23,3% (+4,1 points en un trimestre !).

https://www.lejecos.com/LE-CHOMAGE-EXPLOSE-A-233-Autopsie-d-une-crise-qui-s-aggrave_a30644.html

LE SOLEIL. Sénégal : une amélioration de la liquidité des banques notée en 2025

La position structurelle de liquidité des banques au Sénégal s'est améliorée de 336 milliards de FCFA par rapport à la même période de 2024, selon le rapport sur les Développements économiques récents et Perspectives du Sénégal rendu public mercredi par le ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération. Au Sénégal, fin décembre 2025, la position structurelle de liquidité des banques (trésorerie propre)



demeure déficitaire. Mais, selon le rapport sur les Développements économiques récents et Perspectives du Sénégal, rendu public mercredi par le ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération, elle s'est améliorée par rapport à la même période de 2024. « La position de liquidité négative est passée de 652 milliards de FCFA à fin décembre 2024 à 315 milliards de FCFA à fin décembre 2025, soit une amélioration de 336 milliards de FCFA. S'agissant de la liquidité bancaire brute, elle s'est établie à 1207 milliards de FCFA à fin décembre 2025, en hausse de 444 milliards de FCFA par rapport à la même période de 2024 », renseigne le document.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/senegal-une-amelioration-de-la-liquidite-des-banques-notee-en-2025/>

SUD QUOTIDIEN. Passation de service à la CNES : Abdel Kader Ndiaye affiche ses ambitions pour la souveraineté économique

La Confédération Nationale des Employeurs du Sénégal (CNES) a un nouveau président. Abdel Kader Ndiaye a officiellement succédé à Adama Lam lors d'une cérémonie solennelle de passation de service organisée au siège de l'institution, en présence de plusieurs acteurs majeurs du secteur privé. Dans une atmosphère empreinte de solennité, Adama Lam a salué le choix porté sur son successeur et réaffirmé son engagement à accompagner la nouvelle équipe. Il a surtout insisté sur la *ضرورة* d'une unité forte du patronat, condition essentielle selon lui pour renforcer le rôle des entreprises nationales dans le développement économique du Sénégal. Prenant la parole, Abdel Kader Ndiaye a rendu hommage aux figures marquantes de la CNES, notamment Mansour Kama et Mor Talla Kane. Il a ensuite dressé un constat sans détour : malgré une croissance économique annoncée robuste, les entreprises locales peinent encore à capter une part significative de la richesse créée.

<https://www.sudquotidien.sn/passation-de-service-a-la-cnes-abdel-kader-ndiaye-affiche-ses-ambitions-pour-la-souverainete-economique/>

LE SOLEIL. Réhabilitation des sites miniers : Dakar valide les textes du futur fonds environnemental

Le ministre de l'Énergie, du Pétrole et des Mines, Birame Souleye Diop, a présidé ce 7 avril 2026 à Dakar un atelier stratégique consacré à la validation des projets de textes du Fonds de Réhabilitation des Sites Miniers et de Carrières (FRSMC). Cette rencontre marque une étape importante vers l'opérationnalisation de ce mécanisme destiné à encadrer la remise en état des sites après exploitation. Selon le ministère, ce fonds doit permettre d'assurer une exploitation minière plus responsable, à la fois rentable sur le plan économique et respectueuse de l'environnement. L'objectif est clair : « accélérer l'opérationnalisation de ce mécanisme essentiel pour garantir une exploitation minière responsable, économiquement rentable et écologiquement durable ». Les autorités ont rappelé que plusieurs défis persistent dans le secteur, notamment l'insuffisance des évaluations environnementales, les disparités dans les plans de fermeture des mines et la nécessité de renforcer le cadre réglementaire. À travers ces nouvelles réformes, l'État entend sécuriser les financements destinés à la restauration des sites miniers après leur exploitation.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/rehabilitation-des-sites-miniers-dakar-valide-les-textes-du-futur-fonds-environnemental/>



LE SOLEIL. Tourisme : l'Aspt vise 2,4 millions de visiteurs internationaux d'ici à 2029

Dans une dynamique de promouvoir et de développer le tourisme, l'Agence sénégalaise de la promotion touristique (Aspt) entend apporter plusieurs initiatives pour faire rayonner la « Destination Sénégal ». Le Plan stratégique de développement 2026-2030, présenté le mercredi 8 avril, fixe un cap ambitieux. L'Agence sénégalaise de promotion touristique (Aspt) a organisé, hier, mercredi 8 avril, un atelier de restitution de la version préliminaire de son Plan stratégique de développement 2026-2030 dédié à la promotion du tourisme au Sénégal. Il vise à doter l'Aspt d'un document de planification stratégique qui prend en compte non seulement la gouvernance du secteur, le capital humain et l'équité sociale, mais aussi l'aménagement et le développement durable, le développement des marchés touristiques, l'amélioration de la qualité de l'offre et les défis de financement de la promotion. Le plan permettra également à l'Aspt de définir les grands axes de sa stratégie dans les cinq prochaines années et, d'autre part, d'indiquer aux autorités de tutelle ses engagements pour une gestion efficiente des ressources et la réalisation des objectifs fixés.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/tourisme-laspt-vise-24-millions-de-visiteurs-internationaux-dici-a-2029/>

SUD QUOTIDIEN. Situation économique en Afrique subsaharienne : la croissance se maintient à 4,1%, mais les risques de dégradation s'accroissent

Le Groupe de la Banque Mondiale a rendu public son rapport « État des lieux de l'économie africaine – Avril 2026 (anciennement Africa's Pulse) ». Ce rapport prévoit que la croissance se maintiendra à 4,1 % en 2026 (soit le même rythme qu'en 2025), tout en constatant une intensification des risques de dégradation. Selon l'« État des lieux de l'économie africaine (anciennement Africa's Pulse), la reprise de l'Afrique subsaharienne après une décennie de chocs mondiaux montre des signes d'essoufflement, avec des prévisions de croissance pour 2026 révisées à la baisse de 0,3 point de pourcentage par rapport aux estimations publiées par le Groupe de la Banque Mondiale en octobre 2025. Selon un communiqué de la Banque Mondiale, les risques géopolitiques notamment le conflit au Moyen-Orient, le poids élevé du service de la dette et des contraintes structurelles de longue date continuent de peser sur la capacité de la région à accélérer sa croissance et à créer des emplois.

<https://www.sudquotidien.sn/situation-economique-en-afrique-subsaaharienne-la-croissance-se-maintient-a-41-mais-les-risques-de-degradation-saccumulent/>



ACTUALITÉS INTERNATIONALES

RFI. À Dakar, une manifestation pour que «l'État comprenne les conditions difficiles des Sénégalais»



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn

La grogne sociale s'exprime au Sénégal. Enseignants, soignants, transporteurs, dockers : ils étaient plusieurs milliers dans les rues de Dakar ce 8 avril 2026, appelés par le Front syndical pour la défense du travail. Derrière ce rassemblement, une accusation commune : le gouvernement ne tient pas ses engagements. C'est un cortège dense sur une grande artère de la capitale du Sénégal. Le Front syndical pour la défense du travail regroupe quatre grandes centrales. Et ce qu'elles réclament tient en une phrase : le respect du pacte national de stabilité sociale, signé en mai 2025 avec le gouvernement, et resté lettre morte, selon elles. Les syndicats dénoncent aussi la dégradation du pouvoir d'achat et des atteintes aux droits des travailleurs. « Il y a des licenciements partout » Habitatou Sylla, présidente du Mouvement national des femmes de la Confédération des syndicats autonomes du Sénégal, lance : « Il y a des grèves partout. Il y a des licenciements partout. Il est important que cette marche soit organisée pour que l'État du Sénégal puisse comprendre les conditions difficiles que vivent les Sénégalais. »

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20260409-dakar-manifestation-%C3%A9tat-comprenne-les-conditions-difficiles-des-s%C3%A9n%C3%A9galais>

RFI. CAN-2025: Patrice Motsepe, un patron de la CAF en mission réhabilitation au Sénégal

Lors de sa visite au pays des Lions de la Teranga qui se sont vus retirer leur titre de champion d'Afrique par le jury d'appel de la Confédération africaine de football (CAF) le 17 mars dernier, son président a cherché à calmer le jeu, mercredi 8 avril. Se disant préoccupé par le sort des 18 supporters sénégalais toujours emprisonnés au Maroc après la finale explosive du 18 janvier, Patrice Motsepe s'est aussi montré ouvert à toute forme d'enquête pour soupçon de corruption au sein de son institution. Près d'un mois après la décision de retirer aux Lions de la Teranga leur titre de champion d'Afrique au profit du Maroc, Patrice Motsepe, le président de la Confédération africaine de football (CAF), a passé la journée du mercredi 8 avril à Dakar où il a rencontré la Fédération sénégalaise de football (FSF), mais aussi le chef de l'État Bassirou Diomaye Faye. Objectif de cette visite très diplomatique : réhabiliter la CAF, désormais très critiquée au Sénégal...

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20260409-can-2025-patrice-motsepe-un-patron-de-la-caf-en-mission-r%C3%A9habilitation-au-s%C3%A9n%C3%A9gal>

JEUNE AFRIQUE. Subvention aux carburants : Paul Biya peut-il suivre la recommandation du FMI ?

Choc budgétaire, délais de paiement allongés, tensions sociales : la subvention aux carburants fragilise les finances camerounaises. C'est pourquoi le FMI réclame sa suppression, tandis que Paul Biya temporise. Comme une antienne, le FMI a réitéré sa position à propos de la subvention aux carburants au Cameroun. « Toutefois, si la forte hausse récente des prix du pétrole due aux tensions au Moyen-Orient se maintient sur une période plus longue, elle atténuerait les contraintes de financement du budget et réduirait le déficit du compte courant », éclaire le rapport de consultation au titre de l'article IV

<https://www.jeuneafrique.com/1786717/economie-entreprises/subvention-aux-carburants-paul-biya-peut-il-suivre-la-recommandation-du-fmi/>



LE MONDE. Le retour à la normale de l'industrie pétrolière au Moyen-Orient sera long et laborieux : « On ne peut pas ouvrir et fermer le robinet à sa guise »

Si la paix s'installe, la production pourrait redémarrer en quelques semaines. Mais rien ne sert de rouvrir les vannes tant que le trafic maritime reste perturbé. Or, la réouverture du détroit d'Ormuz demeure incertaine. Il a suffi de quelques jours pour que la guerre au Moyen-Orient paralyse le trafic mondial des hydrocarbures et inflige des dégâts sévères aux infrastructures énergétiques du golfe Arabo-Persique. Le retour à la normale des flux et de la production s'annonce comme un processus bien plus long. Et non moins chaotique, comme le laisse présager la confusion entourant l'accord passé, mardi 7 avril, entre les Etats-Unis et l'Iran pour un cessez-le-feu de deux semaines. A peine quelques heures après la conclusion de cette trêve, des attaques étaient lancées par Téhéran contre le Koweït, l'Arabie saoudite ou les Emirats arabes unis.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/04/09/pour-l-industrie-petroliere-du-moyen-orient-le-retour-a-la-normale-s-annonce-laborieux_6678544_3234.html

RFI. Guerre en Iran: malgré le cessez-le-feu, le conflit continue de coûter cher aux États-Unis

Si l'annonce d'une trêve de deux semaines suspend momentanément l'escalade, la facture de plus de cinq semaines de guerre contre l'Iran atteint déjà plusieurs dizaines de milliards de dollars pour les États-Unis. Insensible à l'annonce de la trêve, le compteur continue de tourner : les dollars défilent à la vitesse de plus de 11 000 par seconde. Lancé par des organisations opposées au conflit sur le site Iran War Cost Tracker, l'outil repose toujours sur des estimations du Pentagone établies dans les premiers jours de la guerre : 11,3 milliards de dollars pour les six premiers jours, puis environ un milliard supplémentaire par jour supplémentaire. Mais avec le cessez-le-feu de quinze jours annoncé mardi 7 avril, ce décompte perd de sa pertinence. Si la facture, déjà colossale, continue de s'alourdir pour les contribuables américains, la suspension des opérations militaires contre l'Iran devrait freiner, au moins temporairement, l'emballement.

<https://www.rfi.fr/fr/%C3%A9conomie/20260409-guerre-en-iran-malgr%C3%A9-le-cessez-le-feu-le-conflit-continue-de-co%C3%BBter-cher-aux-%C3%A9tats-unis>

LE FIGARO. «Même son allié chinois est très réticent»: quelles seraient les conséquences d'un péage iranien dans le détroit d'Ormuz ?

L'Iran est parvenu à prendre le contrôle de ce passage stratégique et y a instauré un péage, malgré l'opposition des États-Unis. Téhéran compte pérenniser ce système. Après avoir successivement exigé la réouverture du détroit d'Ormuz, menacé de le libérer manu militari, puis relativisé l'enjeu, Donald Trump pourrait désormais tolérer l'instauration d'un péage. C'est en tout cas la condition imposée par Téhéran pour ne plus s'en prendre aux navires souhaitant utiliser ce passage névralgique. En temps de paix, entre 20 et 25% de la production mondiale d'hydrocarbures y transite. La zone est également essentielle pour les engrais et de nombreux autres éléments entrant dans la fabrication d'objets du quotidien, du plastique aux semi-conducteurs. La République islamique y contrôle la circulation depuis le début du conflit, soit cinq semaines, malgré les menaces de Donald Trump et l'armada américaine. Une



domination dont elle s'est servie pour instaurer progressivement un système de péage informel.

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/meme-son-allie-chinois-est-tres-reticent-queelles-seraient-les-consequences-d-un-peage-iranien-dans-le-detroit-d-ormuz-20260408>

LE MONDE. « L'économie de la Chine pourrait être la grande gagnante de la guerre au Moyen-Orient »

Parce qu'elle a renforcé son autonomie stratégique dans nombre de domaines, dont les terres rares, Pékin pourrait voir son statut de grande puissance renforcée par la guerre en Iran, en dépit de ses fragilités, estime Marie Charrel, journaliste au « Monde », dans sa chronique. « N'interrompez jamais un ennemi qui est en train de faire une erreur. » Les unes de l'hebdomadaire britannique The Economist ne manquent jamais d'acuité. Celle de son édition du 4 avril reprend la maxime attribuée à Napoléon Bonaparte pour évoquer l'attitude de la Chine depuis le début de la guerre au Moyen-Orient. Tandis que Donald Trump s'égosille sur sa plateforme Truth Social, semant le doute sur la cohérence de la stratégie américaine, Xi Jinping observe. Et apprend de son adversaire. « Beaucoup de Chinois estiment que cette guerre accélérera le déclin de l'Amérique », juge The Economist.

https://www.lemonde.fr/idees/article/2026/04/09/l-economie-chinoise-pourrait-etre-la-grande-gagnante-de-la-guerre-au-moyen-orient_6678552_3232.html

COURRIER INTERNATIONAL. Finance. La trêve en Iran suscite l'euphorie des marchés boursiers et la décrue des cours du pétrole

En Asie et en Australie comme en Europe, les investisseurs saluent l'annonce de la réouverture provisoire du détroit d'Ormuz. Le rebond des principaux indices s'accompagne d'une chute des cours des hydrocarbures. Le baril de Brent a plongé de 15 %, passant sous la barre des 100 dollars, et le cours du gaz européen a reculé de 20 %. La nouvelle d'un cessez-le-feu en Iran "a été accueillie par l'euphorie des investisseurs", selon Handelsblatt. Après que le président Donald Trump et le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, "ont convenu, dans la nuit de mardi à mercredi, d'un cessez-le-feu de deux semaines", les marchés ont réagi unanimement. Comme l'explique un analyste financier au journal économique allemand, "le risque d'apocalypse est pour l'instant écarté". Le détroit d'Ormuz devrait redevenir, au moins "pendant la durée de la trêve", la "voie maritime essentielle pour le commerce mondial de pétrole et de gaz", par où transitaient avant le début du conflit 20 % des hydrocarbures produits dans le monde.

https://www.courrierinternational.com/article/finance-la-treve-en-iran-suscite-l-euphorie-des-marches-boursiers-et-la-decrue-des-cours-du-petrole_242674

FRANCE 24. Trêve au Moyen-Orient : les marchés respirent

L'annonce d'une trêve entre l'Iran et les États-Unis provoque un soulagement immédiat sur les marchés. Le pétrole recule nettement et les places boursières s'envolent en Asie ainsi qu'en Europe. Mais derrière cette accalmie, de nombreuses incertitudes demeurent, notamment autour de la reprise effective du trafic dans le détroit d'Ormuz, artère clé du commerce mondial. La trêve annoncée entre Washington et Téhéran a immédiatement détendu les marchés mondiaux. Les cours du pétrole reculent nettement après plusieurs jours de forte tension, tandis que les bourses asiatiques et européennes enregistrent de vives hausses, en particulier dans les pays très



dépendants des importations d'énergie du Golfe. Cette réaction s'explique par le rôle central du détroit d'Ormuz, par lequel transitent une part majeure du pétrole, du gaz naturel liquéfié et des engrais dans le monde. Sa fermeture partielle faisait craindre un choc économique global.

<https://www.france24.com/fr/%C3%A9missions/info-%C3%A9co/20260408-tr%C3%A9ve-au-moyen-orient-les-march%C3%A9s-respirent>

FRENCH.CHINA.ORG. Les constructeurs automobiles chinois enregistrent des exportations record en mars

Plusieurs grands constructeurs automobiles chinois ont publié leurs résultats de ventes pour le mois de mars, affichant des exportations record qui soulignent la compétitivité croissante des marques automobiles chinoises sur le marché mondial. BYD a exporté 119 591 voitures particulières et pick-ups en mars, soit une hausse de 65,2 % sur un an, a indiqué l'entreprise dans un communiqué publié sur son site Internet officiel. Le groupe Chery a lui exporté près de 150 000 véhicules en mars, soit le 11e mois consécutif où ses exportations dépassent les 100 000 unités, selon l'agence de presse Xinhua. Les véhicules à énergies nouvelles (VEN) sont devenus le principal moteur de l'expansion de Chery sur le marché haut de gamme européen, alors que Chery est présent dans 18 pays européens. Sur cinq VEN Chery exportés, un est destiné à l'Europe, a rapporté Xinhua. Geely Auto, Changan Automobile, Guangzhou Automobile Group Co (GAC) et d'autres grandes marques nationales ont également établi des records d'exportation en mars, témoignant d'une hausse généralisée des exportations automobiles chinoises, a rapporté mercredi China Media Group (CMG).

http://french.china.org.cn/business/txt/2026-04/09/content_118427452.htm

